

Reiner Fuellmich, prisonnier politique ? 1re partie : un coup monté ?



[Source et illustration : bam.news]

Par KAro

Révélation fracassante au procès Fuellmich : il était ciblé par les services fédéraux allemands, qui avaient pour consigne d'infiltrer son entourage, de compromettre sa réputation et de coopérer avec le ministère public pour faciliter son inculpation. Analyse d'un document explosif qui pourrait tourner au scandale d'état !

C'est un véritable coup de théâtre qui a eu lieu mardi 2 avril, durant la 9e journée du procès contre Reiner Fuellmich¹. L'un des trois avocats de la défense, Christof Miseré, a lu devant la cour un document top secret, provenant vraisemblablement du BKA, l'office fédéral de la police criminelle, ou du BNA, le service fédéral du renseignement intérieur. Il s'agit d'un dossier, ouvert en août 2021, qui révèle que la Sûreté nationale allemande avait mené une enquête approfondie sur les activités de Reiner Fuellmich, considéré comme une personnalité dangereuse du fait de son audience considérable² et fiché en tant que menace pour la démocratie et la sécurité intérieure !

Nous reproduisons ici la traduction du document confidentiel (divisé en trois encadrés), obtenu par notre correspondante allemande, Kerstin Heusinger, présente au procès.

*Date : 24 août 2021 / Auteur : B***

Objet : Analyse complète et recommandations concernant Reiner Fuellmich

Introduction :

*Le B** a mené une enquête approfondie sur les activités de Reiner Fuellmich, une personne de plus en plus perçue comme une menace*

potentielle pour la sécurité publique et l'ordre démocratique de la République fédérale d'Allemagne. En raison de ses déclarations publiques, de ses ambitions politiques et de la mobilisation d'un nombre significatif de partisans, une évaluation détaillée de ses actions et de l'influence qui en résulte sur le climat social est nécessaire.

Données factuelles :

Reiner Fuellmich a créé, par son rôle, une plate-forme qui pourrait lui permettre d'exercer une influence considérable sur le tableau de l'opinion politique et sociale. Ses messages, qui présentent souvent des tendances antidémocratiques et pourraient inciter à des troubles, exigent une réponse adéquate et ferme de la part des autorités de sécurité.

Analyse élargie :

Il y a de sérieuses raisons de craindre que les efforts de Reiner Fuellmich pour influencer les processus politiques ou obtenir une fonction politique de premier plan, puissent saper les fondements de notre société démocratique. Ses activités doivent non seulement être considérées comme potentiellement illégales, mais elles constituent également une menace pour la sécurité intérieure. L'attribution ou la possibilité d'obtenir des fonctions politiques de premier plan doit être empêchée par tous les moyens légaux.

Étaient-ce les projets politiques de Reiner Fuellmich qui représentaient une « menace » pour la Sûreté allemande, ou plus largement ses actions juridiques (Comité Corona, Grand Jury³) contre les instigateurs des mesures liberticides sous prétexte de « pandémie Covid » ?

[Voir aussi :

Grand Jury / Tribunal de l'Opinion Publique – Conclusions finales]

Détruire Fuellmich ou ses projets politiques ?

Fuellmich souhaitait en effet s'engager en politique et avait annoncé sa candidature aux élections fédérales, sur la liste du parti citoyen Die Basis, dont il est l'un des fondateurs. Cependant, si les documents de police identifient clairement l'avocat comme étant une menace, ils n'avancent aucune preuve de ses supposées « tendances antidémocratiques », ni d'un risque de trouble à l'ordre public ou de mise en danger du « processus démocratique ». Reiner Fuellmich ne défendait-il pas justement des principes démocratiques tels que la liberté d'expression et la transparence ?

Recommandations :

1. Intensifier la surveillance :

Il est recommandé de recruter et de faire appel à des personnes de confiance de l'entourage proche de Reiner Fuellmich. Cela doit permettre d'obtenir des informations plus approfondies sur les activités prévues,

les structures des adeptes et les scénarios de menaces potentielles.

2. Incompatibilité politique et actions en justice :

Déclaration d'incompatibilité : une analyse devrait être effectuée afin d'évaluer la possibilité d'une déclaration d'incompatibilité interdisant à Reiner Fuellmich d'exercer des fonctions politiques en raison de tendances antidémocratiques avérées.

3. Procédure pénale : *L'introduction d'une procédure pénale sur la base des preuves collectées contre Reiner Fuellmich doit être préparée. Cela implique la coopération avec le ministère public et la préparation d'inculpations en cas de violations avérées du droit. Le cas échéant, les constructions nécessaires doivent être évaluées et des acteurs tiers appropriés doivent être recrutés.*

4. Communication publique et prévention :

Communication publique : Il est essentiel de mettre en place une stratégie de sensibilisation du public aux risques et aux effets négatifs des actions de Reiner Fuellmich. L'objectif est de sensibiliser les gens et de lutter contre la désinformation.

Mesures préventives : La promotion de programmes de prévention de l'extrémisme ciblant les partisans de Reiner Fuellmich et la coopération avec les organisations de la société civile, sont des étapes importantes pour limiter son influence.

Une accumulation d'anomalies

À la lumière de ces recommandations, le procès pour abus de confiance, ouvert par le parquet de Göttingen contre Reiner Fuellmich se révèle sous un jour nouveau. Accusations incongrues, méthodes peu orthodoxes, procédures bancaires ou radicales, flirtant avec les limites de la légalité : l'accumulation des anomalies qui émaillent cette affaire trouve un début d'explication.

En quoi consiste l'affaire Fuellmich ? Revenons rapidement sur les chefs d'accusation et la chronologie des faits. Justus Hoffmann et Antonia Fischer sont deux jeunes avocats allemands, membres fondateurs, avec Reiner Fuellmich et Viviane Fischer, du Comité d'Enquête Corona, créé en 2020. Cependant, suite à des désaccords internes, les deux jeunes avocats décident, en août 2022, de déposer une plainte contre Fuellmich, en l'accusant d'avoir détourné une partie des dons reçus par le Comité Corona.

Fonds du Comité Corona, argent détourné ou sécurisé ?

Actuellement, un seul chef d'accusation est retenu contre Reiner Fuellmich par le parquet de Göttingen, sur les dix-huit qui lui étaient initialement reprochés. Il concerne un emprunt d'un montant de 700 000 € effectué par Fuellmich, sur les fonds du Comité Corona. La défense de Reiner Fuellmich assure néanmoins avoir fourni à la justice tous les documents prouvant que Fuellmich avait rempli toutes les formalités nécessaires pour emprunter

légalement l'argent, avec l'accord de Viviane Fischer. Argent qu'il s'était engagé à rembourser à l'issue de la vente imminente de sa maison en Allemagne. La défense explique également que Reiner et Viviane avaient voulu sécuriser les fonds du Comité Corona, en les répartissant sur différents comptes, car ils craignaient que le compte du Comité soit potentiellement menacé.

À cela s'ajoute toute une série de bizarreries dans la procédure judiciaire. Un premier dossier d'accusation aurait initialement été soumis à un procureur expérimenté du parquet de Göttingen et rejeté pour manque de substance dans l'accusation. Suite à cela, un jeune procureur, celui actuellement chargé de l'affaire, aurait été transféré du parquet de Hanovre. Il aurait alors repris l'affaire à son compte et engagé les poursuites officielles, débouchant sur un mandat d'arrêt contre Fuellmich émis au niveau fédéral puis européen en mars puis mai 2023.

Infiltration : quel rôle trouble joué par la police ?

Si on se réfère à la date du dossier monté par la Sûreté de l'État allemand, on constate qu'à l'époque de l'ouverture de la procédure contre Reiner Fuellmich, la consigne des services de police était de faciliter une procédure pénale en coopérant avec le ministère public afin d'aboutir à une inculpation. Alors, le procès contre Fuellmich est-il la conséquence de graves malversations ? Est-ce le résultat de ressentiments accumulés par les membres du Comité restés dans l'ombre ? Ou bien est-ce avant tout le fruit de l'ingérence d'agents infiltrés dans l'entourage de Reiner Fuellmich, avec pour mission de recruter des « tiers appropriés », instrumentalisés pour lancer des accusations et demander l'arrestation de la figure de proue du Comité Corona ?

Un plaignant qui manque d'assurance

On remarque en effet d'étranges réticences ou craintes de la part de Justus Hoffmann qui, selon nos informateurs allemands, aurait accepté de déposer plainte à la condition que Reiner Fuellmich n'ait pas la possibilité de s'exprimer publiquement avant le début du procès. Il avait également réclamé un procès à huis clos, rejeté par le tribunal.

Cela explique cependant pourquoi Reiner Fuellmich, qui résidait alors au Mexique, ne fut informé ni de la plainte déposée contre lui, ni des mandats d'arrêt lancés à son encontre. Quel fut le rôle de la Sûreté de l'État dans les conditions rocambolesques de l'interpellation de l'avocat à Tijuana, en l'absence de tout mandat d'arrêt international ?

Un kidnapping sur le sol mexicain ?

Suite à la perte de son passeport, Reiner Fuellmich fut convoqué à l'ambassade d'Allemagne le 11 octobre 2023, pour récupérer un nouveau passeport. C'est là qu'il fut interpellé illégalement et escorté dans un avion à destination de l'Allemagne pour qu'il puisse être arrêté, cette fois

légalement, aussitôt le pied posé sur le sol allemand.

Depuis, Fuellmich est incarcéré à la prison de haute sécurité de Rosdorf dans des conditions qui semblent disproportionnées par rapport aux faits reprochés. Ses demandes de liberté conditionnelle, dans l'attente d'un verdict, ont systématiquement été rejetées. Justification de l'objection : un risque élevé de fuite à l'étranger.

Il est important de noter que la quatrième membre du Comité Corona, Viviane Fischer, n'a pas été autorisée à se joindre aux plaignants, malgré deux demandes successives. Est-ce parce qu'elle a, tout comme Reiner, emprunté de l'argent au Comité Corona, mais sans pour autant être inquiétée par la justice ?

Piège, vengeance, ou succession de malentendus ?

Dernier élément important du dossier : l'argent qu'on reproche à Reiner d'avoir détourné n'est plus en sa possession. Il est cependant accusé de ne pas l'avoir remboursé suite à la vente de sa propriété (ce qui était prévu par le contrat). C'est, là encore, la conséquence d'intraçables anomalies de procédure. Parmi les plaignants contre Reiner Fuellmich figure un cinquième avocat, Marcel Templin. Il avait été mandaté par Fuellmich, dans le cadre de la préparation d'une série de Class Actions, pour recueillir les mandats et dépôts de fonds de ceux qui souhaitaient rejoindre des procédures collectives internationales. Cependant, suite à des irrégularités dans la protection des données, Fuellmich avait dessaisi le cabinet Templin du dossier et s'était vu confier la grande majorité des mandats en direct.

Marcel Templin est néanmoins parvenu à faire ajouter une demande de recouvrement de créance dans la vente de la propriété de Reiner Fuellmich, estimant qu'avec les intérêts, un montant de 1,15 million d'euros lui était dû. Cela entraîna le versement de la quasi-totalité du montant de la vente immobilière directement sur le compte de Marcel Templin, laissant Reiner dans l'impossibilité de rembourser le Comité Corona et justifiant ainsi les poursuites contre lui. Piège et timing imparables. Intentionnels ou pas ?

Des révélations qui mettent en cause l'impartialité de la justice

Revenons aux conséquences du dossier de police sur Reiner Fuellmich, lu par son avocat, devant le tribunal. Face à des juges devenus livides et un procureur ne parvenant pas à retenir un petit rire nerveux, l'avocat de Reiner réclama la suspension du procès, estimant que la neutralité de la justice ne pouvait pas être garantie. Il annonça également son intention de déposer plusieurs plaintes. Sa demande de suspension fut cependant rejetée par les juges, qui nièrent avoir eu connaissance d'un fichage de l'accusé et des procédures préconisées par la police. Le procès Fuellmich se poursuivra donc comme prévu. Les prochaines séances sont planifiées les 19 et 24 avril 2024.

Note :

Les activités de Reiner Fuellmich constituent un défi complexe pour les services de sécurité, défi qui nécessite une réponse coordonnée et multidimensionnelle. La mise en œuvre des mesures recommandées doit contribuer à mettre fin à sa viabilité politique et à protéger la sécurité et les valeurs démocratiques de la République fédérale d'Allemagne.

Qui a peur de Reiner Fuellmich ?

En quoi a donc consisté la réponse « multidimensionnelle » déployée par les autorités fédérales allemandes pour neutraliser Reiner Fuellmich ? Comment est-il possible, au nom d'une sauvegarde de la « démocratie », de ruiner impunément la carrière et la vie d'un individu dont le seul « crime » est d'avoir défendu les droits de l'homme et les libertés fondamentales, attaqués depuis la « pandémie » ? On remarque aussi, dans ce dossier, une référence à la nécessité de « lutter contre la désinformation » que Reiner Fuellmich est accusé de propager. Lutter contre la désinformation, c'est la rengaine reprise en chœur par de nombreux gouvernements et par la Commission européenne, qui justifie la multiplication des lois liberticides, telles que le DSA (Digital Service Act).

[Voir aussi :

Censure Internet européenne en marche avec le Digital Services Act]

Mais qui les services de police cherchent-ils réellement à protéger ? La population, jugée incapable de se faire, par elle-même, une opinion argumentée ? Ou des dirigeants qui méprisent leurs citoyens autant qu'il les craignent ?

KAro pour BAM ! – avec Kerstin

À SUIVRE :

– Les temps forts du procès Fuellmich, par la correspondante de BAM au tribunal de Göttingen, Kerstin Heusinger.

– Les conditions de détention choquantes de Reiner Fuellmich, dans un reportage de notre correspondante.

1 Reiner Fuellmich est un avocat inscrit au barreau allemand et californien, spécialisé dans la défense des consommateurs, avec des victoires remarquées contre des multinationales, telles Deutsche Bank, Volkswagen, Kuehne+Nagel.

2 Depuis juillet 2020, il est une figure emblématique de la résistance mondiale à la « pandémie ». Il est le fondateur avec Viviane Fischer du Comité d'Enquête Corona et du Grand Jury – Tribunal populaire de l'opinion publique, destinés à révéler la vérité sur la crise Covid et sur ses fondements totalitaires. Les auditions, retransmises en direct, de plus de 150 experts internationaux ont notamment permis d'étayer la culpabilité de responsables tels qu'Anthony Fauci, Bill Gates, ou Tedros Ghebreyesus, directeur de l'OMS...

3 Depuis juillet 2020, il est une figure emblématique de la résistance mondiale à la « pandémie ». Il est le fondateur avec Viviane Fischer du Comité d'Enquête Corona et du Grand Jury – Tribunal populaire de l'opinion publique, destinés à révéler la vérité sur la crise Covid et sur ses fondements totalitaires. Les auditions, retransmises en direct, de plus de 150 experts internationaux ont notamment permis d'étayer la culpabilité de responsables tels qu'Anthony Fauci, Bill Gates, ou Tedros Ghebreyesus, directeur de l'OMS...